

8^e L 10030

CHRISTOPHER R. BROWNING

DES HOMMES ORDINAIRES

Le 101^e bataillon de réserve
de la police allemande
et la Solution finale en Pologne

Traduit de l'anglais

par

Élie Barnavi

Préface

de

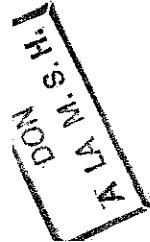
Pierre Vidal-Naquet

PARIS
LES BELLES LETTRES

1994



M 8(A) 41777
3194



nais ont arrêté et détenu des Juifs en attendant que les Allemands vinssent les fusiller³⁴. Plus d'une fois les Allemands ont constaté en arrivant sur les lieux que les Juifs avaient été battus³⁵. Un seul témoin, cependant, rapporte deux cas où des policiers polonais ont accompagné les patrouilles allemandes et pris part aux fusillades³⁶. A l'opposé, ce récit de Toni Bentheim : la police polonaise de Komarowka ayant annoncé la capture de quatre Juifs, Drucker ordonne à Bentheim de les fusiller. Décidé à abattre les victimes lui-même, le sergent les emmène au cimetière. Mais sa mitraillette s'enraye. Il demande au policier polonais qui l'accompagne « s'il souhaitait s'en charger. A [s]a surprise, il a refusé. » Bentheim sort alors son pistolet³⁷.

Ce que les Allemands disent de la collaboration des Polonais n'est pas faux ; le comportement qu'ils leur attribuent est trop souvent confirmé par d'autres sources. L'histoire du génocide des Juifs, après tout, est une tragédie peuplée d'une foule de bourreaux et de victimes, et d'une poignée de héros. Mais, si les faits sont correctement rapportés, leur perspective est complètement faussée... Les policiers taisent l'aide que les Polonais ont apportée aux Juifs, taisent aussi le châtiment qu'elle leur valait. Rien, ou presque, n'est dit du rôle des Allemands dans l'incitation à ces actes de « trahison » que les policiers condamnent si hypocritement. Rien n'est dit non plus du fait que, contrairement aux autres nationalités de cette Europe orientale massivement antisémite, ce n'est pas parmi les Polonais que l'on a recruté de fortes unités d'auxiliaires assassins, les fameux *Hiwis*. D'une certaine manière donc, ce que les policiers allemands disent des Polonais en révèle autant sur ceux-là que sur ceux-ci.

Des hommes ordinaires

Pourquoi les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police, à l'exception de peut-être 10 % d'entre eux — et certainement pas plus de 20 % — sont-ils devenus des tueurs ? Un certain nombre d'explications ont été avancées par le passé pour rendre compte de ce type de comportement : brutalité inhérente à la guerre, racisme, segmentation et caractère routinier des tâches, sélection des tueurs, carriérisme, obéissance aux ordres, déférence à l'égard de l'autorité, endoctrinement idéologique, conformisme enfin. Ces facteurs s'appliquent ici à divers degrés, mais aucun sans réserves.

La guerre a toujours été génératrice d'atrocités. Comme le notait John Dower dans un ouvrage remarquable, *War Without Mercy : Race and Power in the Pacific War*, les « haines de guerre » provoquent des « crimes de guerre¹ ». Dans le fait même d'envoyer des hommes armés tuer d'autres hommes armés, il y a un déchaînement de violence qui risque de mettre en lambeaux le tissu fragile des conventions et des règles censées humaniser les champs de bataille ; ce tissu est encore plus facilement détruit lorsque s'y ajoutent de terribles préjugés raciaux. D'où la différence entre les conflits plus conventionnels — comme,

par exemple, entre l'Allemagne et les Alliés occidentaux — et les « guerres raciales » de naguère. De la « guerre de destruction » menée par les nazis en Europe orientale et leur « guerre contre les Juifs » au conflit vietnamien en passant par la « guerre sans merci » dans le Pacifique, des soldats ont torturé, massacré civils et prisonniers sans défense, commis d'innombrables atrocités. On trouve chez Dowler des unités américaines entières dans le Pacifique qui se vantaiient de « ne jamais faire de prisonniers » et qui faisaient collection de morceaux de corps prélevés sur des soldats japonais en guise de souvenirs du champ de bataille — une lecture propre à faire réfléchir ceux qui s'imaginent que les crimes de guerre ont été une spécialité nazie.

La guerre, et tout particulièrement la guerre raciale, engendre la « brutalisation » des hommes, laquelle engendre l'atroce. Cette généalogie de l'horreur, peut-on avancer, est la même de Bromberg² à My Lai, en passant par la Nouvelle-Guinée et Manille. Mais si la guerre, et tout particulièrement la guerre raciale, a bel et bien constitué (comme je le soutiendrai moi-même) le contexte fondamental dans lequel a opéré le 101^e bataillon de réserve de la police, en quelle mesure la notion de « brutalisation » en temps de guerre rend-elle compte du comportement spécifique des policiers pendant et après Jozefow ? Surtout, quelles distinctions faut-il établir entre les différentes sortes de crimes de guerre et les mentalités des hommes qui les commettent ?

Bien des atrocités de guerre parmi les plus célèbres — Oradour et Malmédy, le déchaînement des Japonais à Manille, le massacre de prisonniers et la mutilation de cadavres auxquels se sont livrés les Américains dans plus d'une île du Pacifique — ont été dues à une sorte de

« délit de champ de bataille ». Des soldats accoutumés à la violence, saturés du sang de leurs semblables, exaspérés par leurs propres pertes et par la ténacité d'un ennemi insaisissable et apparemment inhumain, parfois explosif, et parfois décidément froidement de se venger à la première occasion. Bien que des atrocités de ce genre aient trop souvent été tolérées, pardonnées, voire tacitement (quelquefois même explicitement) encouragées par certains éléments de la hiérarchie militaire, elles n'ont jamais relevé d'une politique officielle³. Malgré la propagande haineuse des nations et la rhétorique exterminatrice de bon nombre de responsables civils et militaires, elles sont restées des entorses à la discipline, des courts-circuits dans la chaîne de commandement. Elles n'ont jamais constitué une « procédure opérationnelle standard ».

D'autres types d'atrocités, ne relevant pas du « délit de champ de bataille » mais bien d'une politique gouvernementale officielle, ont bel et bien constitué une « procédure opérationnelle standard ». Le bombardement des villes allemandes et japonaises, l'asservissement et l'exploitation assassine de la main-d'œuvre étrangère dans les camps et les usines allemands ou le long de la voie ferrée Siam-Birmanie, l'exécution de 100 civils pour tout soldat allemand tué par les partisans en Yougoslavie ou ailleurs en Europe orientale, ce n'étaient point là explosions de rage spontanée ou vengeances cruelles d'individus rendus fous, mais des opérations méthodiquement exécutées en fonction d'une politique arrêtée au niveau gouvernemental.

Le contexte de guerre est le même dans les deux cas ; mais ceux qui commettent des atrocités « de politique délibérée » se trouvent dans un état d'esprit différent. Eux n'agissent pas par délit, ameretume ou exaspération, mais par froid calcul. En mettant en œuvre la politique nazie

d'extermination systématique du judaïsme européen, les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police appartenant manifestement à cette seconde catégorie. A l'exception d'une poignée parmi les plus âgés, anciens combattants de la première guerre mondiale, et quelques sous-officiers qui ont connu le front russe avant d'être mutés en Pologne, les hommes du bataillon n'ont jamais vu un champ de bataille ni rencontré le moindre ennemi armé. La plupart d'entre eux n'ont jamais tiré un coup de feu par colère, n'ont jamais essayé de coups de feu, n'ont jamais vu de camarades tomber à leurs côtés. Ce n'est donc pas l'expérience éprouvante du combat, génératrice habituelle de brutalité et d'insensibilité à la souffrance d'autrui, qui rend compte du comportement des policiers à Jozefow. Pourtant, une fois la tuerie commencée, ils se sont montrés de plus en plus brutaux. Comme à la vraie guerre, l'horreur de la première rencontre finit par se nuer en routine, et la mise à mort d'êtres humains est devenue de plus en plus facile. En ce sens, la « brutalisation » des hommes ne fut pas la cause, mais l'effet de leur comportement.

Le contexte de guerre doit cependant être pris en considération, quoique en un sens plus général que de simple et immédiate causalité. Affrontement meurtrier entre « les nôtres » et « l'ennemi », la guerre crée un monde polarisé, dans lequel « l'ennemi » est aisément objectivé et abstrait de la communauté d'obligations humaines. La guerre constitue l'environnement le plus favorable à l'adoption par les gouvernements d'une « politique d'atrocités », ainsi qu'à sa mise en œuvre sans obstacles majeurs. Comme le remarque John Dower, « la déshumanisation de l'autre contribue grandement à la distanciation psychologique qui facilite la tuerie⁴ ». Plutôt que le déhîre ou la « brutalisation », c'est bien la distanciation qui est une des

clés du comportement du 101^e bataillon de réserve de la police. Et, dans ce phénomène de recul, la guerre et les préjugés raciaux se sont mutuellement renforcés.

De nombreux historiens du génocide hitlérien, notamment Raul Hilberg, ont souligné les aspects bureaucratiques et administratifs de la Solution finale⁵. Selon cette approche, la bureaucratie moderne favorise la distanciation fonctionnelle et physique, de la même manière que la guerre et les stéréotypes raciaux créent la distanciation psychologique entre bourreau et victime. Beaucoup d'acteurs du génocide étaient en effet des « tueurs de bureau », dont le rôle dans l'extermination fut grandement facilité par la nature papierassière de leur participation. Leur travail se réduisait souvent à quelques petits chaînons de la chaîne de l'extermination, et ils s'en exécutaient de manière routinière, sans jamais apercevoir leurs victimes. Ainsi segmentée, rendue routinière et dépersonnalisée, la tâche du bureaucrate ou du spécialiste — qu'il s'agit de confisquer des biens, d'établir des horaires de train, de rédiger des projets de lois, d'envoyer des télégrammes ou de dresser des listes de noms — pouvait être remplie sans que ledit bureaucrate eût à affronter la réalité du meurtre en masse. Bien entendu, les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police n'ont pas eu ce bonheur. Eux ont eu à patouger dans le sang de victimes tuées à bout portant. Personne n'a été confronté plus directement que les hommes de la forêt de Jozefow à la réalité de l'extermination. La segmentation, la routine et la dépersonnalisation, toutes ces caractéristiques du meurtre bureaucratisé, ne sauventraient expliquer le comportement des hommes de Jozefow. Pourtant l'effet psychologique apaisant d'une division du travail d'extermination n'était pas complètement négligeable. Certes des membres du bataillon ont encore tué

seuls à Serokomla, Talcyn et Kock, puis au cours d'innombrables « chasses aux Juifs » ; mais les opérations les plus importantes ont été entreprises en collaboration avec d'autres unités. Il y eut partage des tâches : aux policiers le cordon de protection, et, souvent, le transfert des Juifs au point de rassemblement, puis aux trains de la mort ; aux « spécialistes », amenés à cet effet, les grandes fusillades. A Lomazy, les *Hiwis* auraient fait le travail tout seuls s'ils n'avaient pas été trop soucis pourachever ce qu'ils avaient si bien commencé. A Majdanek et Poniatowa, pendant l'*Erntefest*, c'est la police de sécurité de Lublin qui a fourni les tireurs. Quant aux déportations vers Treblinka, elles présentaient encore un avantage psychologique : non seulement la tuerie était-elle perpétrée par d'autres, mais encore elle se faisait hors de la vue des hommes qui vidaient les ghettos et poussaient les Juifs dans les trains de la mort.

Après la pure horreur de Jozefow, le détachement des policiers, leur sentiment, lorsqu'ils évacuaient les ghettos et mettaient en place les cordons de protection, de ne pas vraiment participer au meurtre ou d'en être responsables, constituent un parfait témoignage de la vertu d'insensibilisation de la division du travail.

En quelle mesure les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police ont-ils été le produit d'une sélection particulière, en vue de cette mission très spéciale que fut la mise en œuvre de la Solution finale ? Selon une recherche récente de l'historien allemand Hans-Heinrich Wilhelm, le département du personnel du Bureau central de la sécurité du Reich de Reinhard Heydrich a investi beaucoup de temps et d'efforts dans la sélection des officiers affectés aux *Einsatzgruppen*⁶. Soucieux de mettre l'homme qu'il faut à la place qui lui convient, Himmler choisissait aussi très attentivement les « hauts chefs de la SS et de la police »

(HSSPF), ainsi que d'autres responsables de premier plan. De là son insistance à maintenir le répugnant Globocnik dans son poste à Lublin, bien que l'on sut l'homme corrompu et que des objections à sa nomination se fussent fait entendre au sein même du Parti nazi⁷. Dans son livre *Au fond des ténèbres* (réédité en 1993), une étude classique sur le commandant de Treblinka, Franz Stangl, Gitta Sereny conclut qu'il a sans doute fallu procéder à une sélection rigoureuse parmi les quelque 400 hommes du programme allemand d'euthanasie, pour choisir les 96 qui seraient affectés aux camps de la mort en Pologne⁸. Une politique similaire de sélection — le choix minutieux d'une main-d'œuvre particulièrement apte au meurtre en masse — a-t-elle présidé à la composition du 101^e bataillon de réserve de la police ?

En ce qui concerne les simples policiers, la réponse est un non mitigé. En fait, par tous les paramètres couramment utilisés — l'âge, l'origine géographique, le milieu social —, c'est le contraire qui est vrai. Manifestement les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police n'étaient pas faits du bois dans lequel on taille de futurs meurtriers en masse. Hambogeois d'âge moyen, pour la plupart de milieu ouvrier, les simples policiers n'ont certainement pas été recrutés par sélection spéciale, ni même, si l'on songe à la tâche qui les attendait, par quelque sélection que ce fût, sinon négative.

Pourtant une certaine forme de sélection, plus précoce et générale, a dû intervenir. Le pourcentage important (25 %) de membres du Parti parmi les hommes du rang, abnormal pour des gens d'origine ouvrière, laisse entendre que le recrutement initial des réservistes, bien avant que l'on envisageât d'en faire des tueurs au service de la Solution finale, n'a pas été entièrement laissé au hasard.

Si Himmler a pensé au début utiliser les réservistes comme une force potentielle de sécurité intérieure — un nombre considérable de policiers en service actif étant stationnés à l'étranger —, il est logique qu'il n'ait pas voulu s'encombrer d'hommes politiquement douteux. Une solution possible : mettre sur pied des unités de réserve au sein desquelles les membres du Parti d'âge mûr seraient proportionnellement plus nombreux que dans la population en général. Mais une telle politique reste du domaine de la conjecture ; nous ne disposons en effet d aucun document prouvant que des membres du Parti aient été délibérément affectés aux unités de réserve de l'*Ordnungspolizei*.

Plus malaisée encore à évaluer est la sélection des officiers. Selon les standards SS, le commandant Trapp était un patriote allemand, mais traditionnel et excessivement sentimental — des qualités que les nazis considéraient avec mépris comme « faibles » et « réactionnaires ». Il est certainement révélateur que, malgré les efforts de Himmler et de Heydrich de fonder ensemble les SS et la police — et bien que Trapp fut un ancien combattant décoré de la première guerre mondiale, un policier de carrière et un *Alter Kämpfer* qui a rejoint le Parti dès 1932 —, il n'a jamais été admis parmi les SS. Manifestement, ce n'est pas parce qu'on le savait apte à se muer en assassin à la chaîne que Trapp a été nommé à la tête du 101^e bataillon de réserve de la police, et envoyé précisément dans le district de Lublin.

Les autres officiers du bataillon ne témoignent guère non plus d'une politique de sélection rigoureuse. Malgré d'impeccables états de service dans le Parti, Hoffmann et Wohlauf ont connu tous deux des carrières modestement rapides par rapport à ce qui était de règle dans les SS. La carrière de Wohlauf dans l'*Ordnungspolizei* a été jalonnée

d'évaluations médiocres, voire négatives. Ironiquement, c'est le lieutenant de réserve Gnade, un homme relativement âgé (quarante-huit ans), et non les deux jeunes capitaines SS, qui se trouva être le tueur le plus brutal et le plus sadique, un homme qui prenait du plaisir à son travail. Enfin, l'affection du lieutenant de réserve Buchmann pouvait difficilement germer dans l'esprit d'un homme soucieux de sélectionner de futurs tueurs.

Bref, le 101^e bataillon de réserve de la police n'a pas été envoyé à Lublin assassiner des Juifs parce qu'il était composé d'hommes spécialement sélectionnés pour cette mission, ou jugés particulièrement aptes à la mener à bien. Au contraire, il alignait le « rebut » des effectifs disponibles à ce stade de la guerre. On s'en est servi pour tuer des Juifs uniquement parce que c'était ce genre d'unité dont on disposait pour ce type de travail à l'arrière du front. Très probablement, Globocnik supposait comme allant de soi que tout bataillon qui se présenterait, quelle qu'en fût la composition, serait parfaitement capable de s'en acquitter. Si tel était le cas, il a sans doute été déçu dans l'immédiat après-Jozefow ; mais en fin de compte les événements devraient lui donner raison.

De nombreuses études consacrées aux tueurs nazis ont suggéré un autre type de sélection, à savoir une autosélection, dans le Parti et les SS, de gens anormalement enclins à la violence. Peu après la guerre, Theodor Adorno et d'autres ont élaboré la notion de « personnalité autoritaire ». Les influences extérieures, de situation et d'environnement, ayant déjà été étudiées, ces chercheurs ont choisi de privilégier les facteurs psychologiques, jusque-là négligés. Ils sont partis de l'hypothèse que des tendances enfouies dans la personnalité de certains individus en font des « fascistes potentiels », particulièrement sensibles à la

propagande antidémocratique⁹. Leur enquête les a conduits à dresser une liste de ces traits de caractère décisifs (disposés selon une gradation appelée l'« échelle F ») de la « personnalité autoritaire » : adhésion rigide aux valeurs conventionnelles ; soumission à l'autorité ; agressivité envers des groupes extérieurs ; opposition à l'introspection, à la réflexion et à la créativité ; tendance à la superstition et à la définition de stéréotypes ; obsession du pouvoir et de la « dureté » ; penchant destructeur et cynisme ; mécanisme de projection (« la disposition à croire que des choses sauvages et dangereuses se passent dans le monde » et « la projection vers l'extérieur d'impulsions émotives inconscientes ») ; et un intérêt excessif dans la sexualité. Ainsi l'individu antidémocratique « nourrit de fortes impulsions agressives sous-jacentes », et les mouvements fascistes lui permettent de projeter cette agressivité à travers une violence légitimée par la lutte contre des groupes extérieurs idéologiquement définis¹⁰. Zygmunt Bauman a résumé cette approche comme suit : « Le nazisme a été cruel parce que les nazis étaient cruels ; et les nazis étaient cruels parce que des gens cruels tendaient à devenir nazis¹¹. » Bauman critique sévèrement la méthodologie d'Adorno et de ses collègues pour avoir négligé les influences sociales, et en rejette la conclusion implicite selon laquelle les gens ordinaires ne commettent pas d'atrocités fascistes.

D'autres partisans de l'explication psychologique ont modifié l'approche d'Adorno en tenant compte davantage des facteurs de situation, sociaux, culturels et institutionnels. Selon John Steiner, qui a étudié un groupe d'engagés volontaires dans les SS, « un processus d'autosélection pour la brutalité semble bien exister¹² ». Steiner a proposé la notion de « dormeur » : certaines tendances caractéristiques aux individus enclins à la violence resteraient latentes jusqu'au moment où des conditions propices leur permettraient de s'épanouir. Dans l'Allemagne chaotique d'après la première guerre mondiale, des gens classés haut sur l'« échelle F » étaient massivement attirés par le national-socialisme, « sous-culture de la violence », et notamment par les SS, qui offraient stimulants et soutien pour la pleine réalisation de leur potentiel de violence. Après la seconde guerre mondiale, ce type d'hommes adoptent derechef un comportement respectueux de la loi. La conclusion de Steiner : c'est la situation qui, en éveillant le « dormeur », « tendait à devenir l'élément déterminant du comportement SS ».

Ervin Staub admet que « certains deviennent des meurtriers à cause de leur personnalité, [qu'ils] sont autosélectionnés ». Mais sa conclusion est différente : le « dormeur » de Steiner est une tendance très commune ; que les circonstances s'y prêtent, et la plupart des gens sont capables d'une extrême violence, destructrice de vies humaines¹³. Staub souligne que « des processus psychologiques ordinaires, des motivations humaines normales et certaines tendances fondamentales, quoique non inévitables, des modes de penser et de sentir », sont les « sources premières » de l'aptitude de l'homme à l'extermination de ses semblables : « Le mal engendré par la façon de penser ordinaire et par des gens ordinaires est la norme, non l'exception¹⁴. »

Si Staub enlève au « dormeur » de Steiner son caractère d'exception, Zygmunt Bauman va jusqu'à le traiter d'inutile « bâton métaphysique ». Pour lui, « la cruauté est d'origine sociale beaucoup plus que caractérologique¹⁵ ». Bauman rejette l'idée qui veut que des « personnalités fâtuves » soient la cause de la cruauté humaine. A l'en croire,

la plupart des gens « se glissent » dans la peau que la société taille pour eux. Le véritable « dormeur » est plutôt l'individu d'exception, capable de résister à l'autorité et de revendiquer son autonomie morale, mais qui est rarement conscient de sa force cachée jusqu'au moment où il lui faut la mettre à l'épreuve.

Ceux qui mettent l'accent sur l'importance, relative ou absolue, des facteurs de situation par rapport aux tendances psychologiques des individus se réfèrent invariablement à l'expérience pénitentiaire conduite à Stanford par Philip Zimbardo⁶. Zimbardo a commencé par écarter tous ceux qui se sont situés au-delà d'un seuil de normalité défini par une série de tests psychologiques, dont un censé évaluer « l'adhésion rigide aux valeurs conventionnelles et l'attitude soumise, dépourvue de sens critique, à l'égard de l'autorité » (l'*« échelle F »* de la « personnalité autoritaire »). Après quoi il a divisé au hasard le groupe témoin ainsi constitué, homogène et « normal », en gardiens et prisonniers, qu'il a placés dans des conditions carcérales simulées. Les gardiens, opérant par équipes de trois, devaient imaginer des moyens de contrôle pour tenir une population carcérale beaucoup plus nombreuse. Bien que la violence physique ait été bannie d'emblée, en l'espace de six jours la structure inhérente à la vie de prison avait déjà engendré brutalité, humiliation et déshumanisation.

« Ce qui nous semblait singulièrement dramatique et affligeant était de constater avec quelle facilité des comportements sadiques apparaissaient chez des individus qui ne relevaient pas du "type sadique". La seule situation carcérale, concluait Zimbardo, était une condition suffisante pour produire un comportement aberrant, antisocial. »

L'aspect le plus pertinent peut-être pour notre étude du

101^e bataillon de réserve de la police est la gamme de comportements dégagée par Zimbardo parmi son échantillon de onze gédiuers. Le tiers des gardiens environ se sont avérés « cruels et durs ». Ils ont sans cesse inventé des formes nouvelles de harcèlement et ont pris du plaisir à leur pouvoir tout neuf d'agir avec cruauté et arbitraire. Un groupe moyen de gardiens s'est montré « dur mais loyal ». Ceux-là « respectaient les règles du jeu », et ne faisaient pas tout ce qu'ils pouvaient pour maltraiter les prisonniers. Deux seulement (soit moins de 20 %) se sont comportés en « bons gardiens », qui ne punissaient pas les prisonniers et leur concédaient même de petites faveurs¹⁷.

La gamme de comportements de Zimbardo présente une sinistre ressemblance avec les groupes qui ont émergé au sein du 101^e bataillon de réserve de la police : un noyau de tueurs de plus en plus enthousiastes, qui se portaient volontaires pour les pelotons d'exécution et les « chasses aux Juifs » ; un groupe plus nombreux de policiers qui ont tiré et déporté lorsqu'on le leur a demandé, mais qui n'ont pas cherché les occasions de tuer (et parfois s'en sont même abstenus, au mépris des ordres permanents, si personne n'était sur place pour les surveiller) ; et une poignée (moins de 20 %) d'hommes qui ont refusé ou se sont systématiquement dérobés.

Outre cette analogie frappante entre les gardiens de Zimbardo et les policiers du 101^e bataillon de réserve, un autre facteur doit être pris en considération dans l'évaluation d'un éventuel processus d'*« autosélection »* par prédisposition psychologique. Le bataillon était composé de lieutenants de réserve et de policiers du rang mobilisés après le commencement de la guerre. Seuls les sous-officiers avaient rejoint l'*« Ordnungspolizei »* dès avant la guerre, car ils espéraient soit poursuivre une carrière dans

la police (en l'occurrence la police métropolitaine de Hambourg, non la police politique ou *Gestapo*), soit éviter la conscription dans l'armée. Il est par conséquent difficile de mettre au jour un quelconque mécanisme d'autosélection grâce auquel les bataillons de réserve de l'*Ordnungspolizei* auraient pu attirer un nombre inhabituellement élevé de violents-nés. En effet, comme l'Allemagne nazie offrait un nombre effréné de carrières qui légitimaient et récompensaient un comportement violent, une conscription faite au hasard parmi une population déjà purgée de ses éléments les plus violents devait probablement produire un nombre de « personnalités autoritaires » encore plus bas que la moyenne. Bref, s'agissant du comportement du 101^e bataillon de réserve de la police, l'autosélection par penchant individuel s'avère être une pauvre explication.

Si la sélection spéciale n'a joué qu'un rôle mineur et l'autosélection apparemment aucun, que dire des soucis de carrière ? Ceux qui admettent avoir été parmi les tireurs ne justifient pas leur comportement par des considérations de carrière. A l'inverse, la question du carriérisme est évoquée avec insistance par plusieurs de ceux qui n'ont pas tué. En expliquant leur comportement exceptionnel, le lieutenant Buchmann et Gustav Michaelson notent que, contrairement à leurs camarades, des carrières confortables les attendaient dans la vie civile, grâce à quoi ils n'avaient pas à se préoccuper d'éventuelles retombées négatives sur leur carrière future dans la police¹⁸. Buchmann, qui ne veut manifestement pas que le ministère public se serve de lui contre les autres accusés, met peut-être l'accent sur ce facteur comme étant moins moralement condamnable. Mais le témoignage de Michaelson n'est pas influencé par de telles considérations.

Et il y a le comportement de ceux qui, de toute évidence,

ne se sentaient pas libérés des soucis de carrière. Le capitaine Hoffmann est l'exemple classique du carriériste conséquent. Tenaille par des crampes d'estomac — des crampes d'origine psychosomatique, puisque provoquées, au moins en partie, par les activités sanglantes du bataillon —, il tente du mieux qu'il peut de dissimuler sa maladie plutôt que de s'en servir pour échapper à sa condition. Il risque le mépris de ses hommes, qui le soupçonnent ouvertement de lâcheté, dans une vaine tentative de rester à la tête de sa compagnie. Et lorsqu'il est enfin relevé de son commandement, il proteste amèrement contre ce coup porté à sa carrière. Etant donné le nombre d'hommes du bataillon restés dans la police après la guerre, Hoffmann n'est sans doute pas le seul chez qui les ambitions de carrière ont dû jouer un rôle non négligeable.

Parmi les tueurs, bien entendu, les ordres constituent traditionnellement l'explication la plus fréquemment avancée à leur propre comportement. La culture politique autoritaire de la dictature nazie, sauvagement intolérante à l'égard de toute forme de dissidence ouverte, en même temps que l'impitoyable discipline et la stricte obéissance aux ordres inhérentes à la vie militaire, ont créé une situation dans laquelle les individus *n'avaient pas le choix*. Les ordres sont les ordres, insistent-ils, et, dans un tel climat politique, nul ne pouvait se permettre de désobéir. Désobéir signifiait à coup sûr le camp de concentration, sinon l'exécution sur-le-champ, pour eux et peut-être bien pour leurs familles aussi. Les tueurs se sont trouvés dans une situation d'impossible « contrainte » ; ils ne sauraient donc être tenus pour responsables de leurs actes. C'est du moins ce que les accusés n'ont cessé de clamer dans tous les prétoires de l'Allemagne post-hittériende.

Mais ce type d'explication présente une sérieuse diffi-

culté. Tout simplement, en quarante-cinq ans et des centaines de procès, il ne s'est pas trouvé un seul avocat ou accusé capable de produire un seul cas où le refus de tuer des civils non armés a entraîné la terrible punition censée frapper les insoumis¹⁹. Châtiments ou blâmes occasionnels n'ont jamais eu aucune commune mesure avec la gravité des crimes que ces hommes étaient requis de commettre.

Une variante de cette tentative d'explication est la « contrainte supposée » : même si les conséquences de la désobéissance ne devaient pas être aussi terribles, les hommes ne pouvaient pas le savoir à l'époque. Ils pensaient sincèrement n'avoir pas de choix autre que de tuer. Et, sans aucun doute, dans certaines unités des officiers zélés poussaient leurs hommes à l'action en les menaçant des pires sanctions. Dans le 101^e bataillon de réserve de la police, nous l'avons vu, certains officiers et gradés, comme Drucker et Hergert, ont tenté d'amener tout le monde à tuer, même si par la suite ils ont relâché ceux qui n'en pouvaient plus. Et d'autres, comme Hoppner et Ostmann, ont choisi à dessein des hommes connus pour leur réputation à tirer et les ont obligés à le faire, parfois avec succès.

Mais, en règle générale, même la « contrainte supposée » ne tient pas avec le 101^e bataillon de réserve de la police. Depuis Jozefow, où le commandant Trapp, la voix étranglée par l'émotion et les larmes aux yeux, a offert une dispense à ceux qui « ne se sentaient pas le cœur à le faire » et a protégé le premier homme à avoir accepté son offre de la colère du capitaine Hoffmann, la « contrainte supposée » n'existe pas dans le bataillon. Par la suite, le commandement de Trapp — qui non seulement a dispensé le lieutenant Buchmann des actions juives, mais encore a manifestement protégé cet homme qui ne faisait pas mystère de sa

désapprobation — a rendu les choses encore plus claires. Une série de « règles de base » non écrites s'est établie au sein du bataillon. Pour les petites actions, on faisait appeler aux volontaires ou l'on choisissait les tireurs parmi les hommes connus pour tuer volontiers, ou qui ne se donnaient pas la peine de se tenir à distance lorsqu'on formait les pelotons d'exécution. Pour les actions d'envergure, ceux qui ne voulaient pas tuer n'étaient pas forcés de le faire. Même lorsqu'on tentait de les obliger, ils pouvaient toujours refuser : les hommes savaient que les officiers n'étaient pas en mesure d'en appeler au commandant Trapp.

Tout le monde, sauf ceux qui se montraient, comme Buchmann, les plus ouvertement critiques, devait participer aux cordons de protection et aux rafles ; mais même alors on pouvait choisir de ne pas tirer. Les témoignages fourmillent de récits d'hommes qui, au mépris des ordres en vigueur pendant les opérations d'évacuation des ghettos, n'ont pas fusillé nourrissons et fuyards. Même ceux qui admettent avoir pris part aux pelotons d'exécution affirment s'être abstenus de tirer dans la confusion des évacuations ou lorsqu'ils étaient en patrouille et que leur comportement échappait à une trop étroite surveillance.

Si l'obéissance aux ordres par peur du châtiment n'est pas une explication satisfaisante, il reste l'« obéissance à l'autorité », dans le sens plus général qui est celui utilisé par Stanley Milgram : la déférence comme résultat du processus de socialisation, une « tendance de comportement profondément enracinée » à se plier aux directives de ceux qui se trouvent placés plus haut dans la hiérarchie, jusqu'à commettre des actes répugnans, en violation flagrante des normes éthiques « universellement admises²⁰ ». En une série d'expériences devenues célèbres,

Milgram a testé la capacité de l'individu à résister à l'autorité, lorsque celle-ci n'est soutenue par aucune menace coercitive extérieure. Dans le cadre d'une préférence scientifique, des volontaires « naïfs » ont été chargés par une « autorité scientifique » d'infliger une série de chocs électriques simulés d'intensité croissante à un acteur/victime qui réagissait par une « voix de rétroaction » soigneusement programmée — une série, d'intensité croissante elle aussi, de plaintes, cris de douleur, appels à l'aide, silence fatal enfin. Dans l'expérience standard, les deux tiers des sujets furent « obéissants » au point d'infliger la douleur extrême²¹.

Des variations introduites dans l'expérience ont produit des résultats significativement différents. Si l'acteur/victime était isolé de manière que sa réaction ne pût être vue ni entendue du sujet, l'obéissance de celui-ci était bien plus grande. Si le sujet voyait et entendait la soi-disant victime, l'acquiescement à l'extrême douleur tombait à 40 %. Si le sujet devait la toucher pour la forcer à poser sa main sur la plaque électrique censée envoyer les chocs, le taux d'obéissance tombait à 30 %. Si un personnage non investi de l'autorité donnait les ordres, l'obéissance était nulle. Si le sujet accomplissait une tâche accessoire, sans qu'il eût à infliger personnellement les chocs électriques, l'obéissance était presque totale. A l'inverse, si le sujet faisait partie d'un groupe d'acteurs qui mettait en scène un plan soigneusement monté de se rebeller contre l'autorité, la vaste majorité des sujets (90 %) se joignaient à « leur » groupe et cessaient également d'obéir. Si le niveau des chocs à administrer était laissé à la totale discrétion du sujet, tous, sauf une poignée de sadiques, infligeaient le choc minimal. Lorsqu'ils ne se trouvaient pas sous la surveillance directe du scientifique, beaucoup de sujets

« trichaient » en envoyant des chocs de moindre intensité que prévu, même s'ils se montraient par ailleurs incapables d'affronter l'autorité et d'abandonner l'expérience²².

Comment expliquer un niveau aussi étonnamment élevé d'obéissance potentiellement meurtrière à une autorité non coercitive ? Milgram a avancé une série de facteurs. Un préjugé évolutionniste priviliege la survie de gens capables de s'adapter à des situations hiérarchiques et à une activité sociale organisée. La socialisation par la famille, l'école et le service militaire, ainsi que tout un dispositif social de récompenses et de châtiments, fixent et renforcent la tendance à l'obéissance. L'entrée apparemment volontaire dans un système d'autorité « perçu » comme légitime produit un sentiment fort d'obligation. Ceux qui se trouvent au sein de la hiérarchie adoptent la perspective de l'autorité, sa propre « définition de la situation » — en l'occurrence, une importante expérience scientifique, plutôt qu'une série de tortures physiques. Les concepts de « loyauté, devoir, discipline » deviennent des impératifs moraux qui annullent toute identification avec la victime. Des individus normaux se muent en simples « agents » de la volonté d'autrui. En un « état instrumental » de ce genre, ils ne se sentent plus personnellement responsables du contenu de leurs actions, mais uniquement de la manière dont ils les exécutent²³.

Pris dans les rets du groupe, les gens se heurtent à une série de « facteurs contraignants », ou « mécanismes de cimentation », qui rendent le refus d'obéissance encore plus difficile. Le déroulement même du processus décourage toute initiative qui irait à contresens. L'« obligation de situation », ou la simple politesse, rendent le refus malaisant, grossier, l'apparente même à une immorale rupture de contrat. Et l'angoisse, ancrée dans la vie sociale,

du châtiment que pourrait entraîner la désobéissance agit comme une force dissuasive de plus²⁴. Milgram met explicitement en parallèle les comportements révélés par son expérience et ceux qui se sont manifestés sous le régime nazi. « Les humains, conclut-il, sont menés au meurtre sans grande difficulté²⁵. » Il est toutefois conscient de tout ce que les deux situations ont de significativement différent. Il convient que les sujets de ses expériences étaient assurés qu'aucun dommage physique permanent ne résulteraient de leurs actes. Les sujets eux-mêmes n'agissaient pas sous la menace. Enfin, les acteurs/victimes ne faisaient pas l'objet d'une « dévaluation intense » à travers l'endoctrinement systématique des sujets. Les tueurs du Troisième Reich, eux, vivaient dans un État policier où les conséquences de la désobéissance risquaient d'être dramatiques, et ils étaient soumis à un endoctrinement intensif; en revanche, ils savaient aussi qu'ils ne faisaient pas seulement souffrir, mais qu'ils détruisaient des vies humaines²⁶.

Le massacre de Jozefow fut-il une sorte d'expérience de Milgram radicale, qui se serait déroulée dans une forêt de Pologne, avec de vrais tueurs et de vraies victimes, plutôt que dans un laboratoire de psychologie sociale, avec des sujets « naïfs » et des acteurs/victimes ? Les observations et les conclusions de Milgram rendent-elles compte des actes du 101^e bataillon de réserve de la police ? Il y a quelque difficulté à présenter Jozefow comme un cas de déférence à l'égard de l'autorité. En effet, aucune des variations expérimentales de Milgram n'est exactement parallèle à la situation historique de Jozefow, et les différences pertinentes constituent des variantes trop nombreuses pour que l'on puisse tirer des conclusions scientifiquement irréprochables. Néanmoins, bon nombre d'obser-

vations de Milgram trouvent une confirmation vivante dans le comportement et les témoignages des hommes du bataillon.

A Jozefow, contrairement à la situation créée en laboratoire, le système d'autorité auquel réagissaient les policiers était fort complexe. Le commandant Trapp n'était pas une figure autoritaire forte, il s'en fallait de beaucoup. Il a avoué en pleurant la nature effarante de la mission qui attendait le bataillon, avant d'inviter les réservistes les plus âgés à se désister. Mais si Trapp était une figure autoritaire immédiate faible, il représentait tout de même un système d'autorité distant qui, lui, était tout sauf faible. L'ordre du massacre a été donné en haut lieu, dit-il. Trapp lui-même, et le bataillon en tant qu'unité, se trouvaient liés par les mots d'ordre de cette autorité distante, même si la sollicitude du commandant pour ses hommes en a exempté quelques-uns.

A quoi obéissait la vaste majorité des policiers en ne quittant pas les rangs ? Était-ce à l'autorité telle qu'elle était représentée soit par Trapp soit par ses supérieurs ? Réagissaient-ils à l'offre d'un Trapp considéré en premier lieu non comme figure autoritaire, mais plutôt en tant qu'individu — un officier populaire et aimé, qu'ils ne voulaient pas laisser dans le péril ? Et que dire des autres facteurs ? Milgram lui-même observe que les gens invoquent bien plus fréquemment l'autorité plutôt que le conformisme pour expliquer leur comportement, car seule la première leur semble de nature à les absoudre : « Les sujets nient le conformisme et saisissent l'obéissance comme explication de leurs actions²⁷. » Pourtant, beaucoup de policiers admettent volontiers avoir cédé à la pression du groupe (comment serai-je perçu par mes camarades ?) plutôt qu'à celle de l'autorité. Selon les propres vues de

Milgram, ce facteur a dû être encore plus important que ne le concèdent les témoignages. Si tel est le cas, alors le conformisme a joué à Jozefow un rôle plus central que l'autorité.

Milgram a testé les effets de la pression de groupe sur la capacité de l'individu à résister à l'autorité : lorsque les acteurs/collaborateurs regimbaient, les sujets « naïfs » suivaient beaucoup plus facilement. Il a voulu tester aussi la situation inverse, à savoir le rôle du conformisme dans l'aptitude à infliger la souffrance.²⁸ Trois sujets, deux collaborateurs et un « naïf », ont été requis par la personnalité scientifique/autoritaire d'infliger une douleur au niveau le plus bas proposé par l'un quelconque d'entre eux. Lorsque l'intensité du courant a été entièrement laissée à la discrétion du sujet « naïf », celui-ci a presque immédiatement choisi le niveau minimal de souffrance. Mais lorsque les deux collaborateurs, agissant en premier, ont proposé d'intensifier progressivement les chocs électriques, le sujet « naïf » s'est laissé influencer de manière significative. Malgré une gamme étendue de variations individuelles, la moyenne s'est située à mi-chemin entre un bas niveau constant et une augmentation graduelle consistante. Certes le test ne montre pas vraiment comment la pression de groupe a pu compenser les déficiences de l'autorité. Il n'y a pas ici de scientifique en pleurs, mais aimé de ses sujets, qui invite ces derniers à abandonner l'appareil électrique cependant que d'autres hommes — avec lesquels les sujets auraient des relations de camaraderie et aux yeux desquels ils se sentiraient obligés d'apparaître durs et virils — resteraient pour continuer d'infliger des chocs douloureux. En fait, il eût été pratiquement impossible de mettre au point une expérience pour tester un tel scénario, qui supposerait des relations de véritable

camaraderie entre le sujet « naïf » et les acteurs/collaborateurs. Toutefois Milgram semble avoir clairement montré la manière dont l'autorité et le conformisme se renforcent mutuellement.

Si, à Jozefow, la nature complexe de l'autorité et le rôle clé du conformisme de groupe parmi les policiers ne correspondent pas tout à fait aux expériences de Milgram, ils n'en confirment pas moins pour l'essentiel ses conclusions. La proximité de l'horreur augmentait de manière significative le nombre des récalcitrants, la division du travail et le déplacement de la tuerie vers les camps d'extermination faisaient perdre aux hommes pratiquement tout sentiment de responsabilité. Comme dans l'expérience de Milgram, une fois laissés sans surveillance, bon nombre de policiers n'obéissaient plus aux ordres ; ils infléchissaient leur comportement lorsqu'ils pouvaient le faire sans prendre trop de risques, mais se montraient incapables de refuser ouvertement leur participation aux opérations d'extermination du bataillon.

Arrêtons-nous un instant sur deux facteurs, l'endoctrinement et le conformisme, qui n'ont été qu'effleurés par l'expérience de Milgram. Milgram a bien mentionné la « définition de la situation », autrement dit l'idéologie — ce qui confère signification et cohérence au fait social —, comme un antécédent décisif de la déférence à l'égard de l'autorité. Contrôler la manière dont les gens interprètent leur monde, dit-il, est l'un des outils de contrôle de leur comportement. S'ils acceptent l'idéologie de l'autorité, l'action suivra logiquement, et de bon gré. Par conséquent, « la justification idéologique est capitale pour obtenir une obéissance consentante, car elle permet aux gens de considérer leur comportement comme servant un objectif souhaitable²⁹ ».

Dans l'expérience de Milgram, « la justification idéologique supérieure » était présente sous la forme d'une facilité et incontestée dans le caractère intrinsèquement bon de la science et dans sa contribution au progrès humain. Mais il n'y avait pas de tentative systématique de « dévaluer » l'acteur/victime, ni d'inculquer au sujet une idéologie particulière. L'hypothèse de Milgram : le comportement bien plus destructeur des nazis, sous un contrôle bien moins strict, a été la conséquence d'une intérieurisation de l'autorité, réussie « à travers un processus relativement long d'endoctrinement, impossible à réaliser en laboratoire³⁰ ».

En quelle mesure donc l'incultation consciente des doctrines nazies a-t-elle façonné le comportement des hommes du 101^e bataillon de réserve de la police ? Ont-ils été soumis à un flot de propagande intelligente et insidieuse tel qu'ils ont perdu leur capacité de penser par eux-mêmes et d'être responsables de leurs actes ? La dévaluation des Juifs et l'exhortation à les mettre à mort étaient-elles des thèmes centraux dans cette entreprise d'endoctrinement ? L'expression populaire désignant l'endoctrinement intensif et la manipulation psychologique, telle qu'elle a été forgée pour rendre compte de l'expérience des soldats américains capturés pendant la guerre de Corée, est « lavage de cerveau ». Ces tueurs ont-ils subi un « lavage de cerveau » ?

Incontestablement, Himmler considérait comme capital l'endoctrinement idéologique des membres de la SS et de la police. Ces hommes n'avaient pas à être simplement des soldats et des policiers efficaces, mais des guerriers idéologiquement motivés, des croisés contre les ennemis politiques et raciaux du Troisième Reich³¹. Les efforts d'endoctrinement n'intéressaient pas seulement les corps d'élite des SS, mais aussi l'*Ordnungspolizei*, et jusqu'à

l'humble police de réserve, bien éloignée pourtant de l'idéal himmlérien d'une nouvelle aristocratie de race nazie. Ainsi le candidat SS devait prouver une ascendance pure de sang juif sur cinq générations, alors que même les « *Mischlinge* du premier degré » (gens issus d'un mélange de races, avec deux grands-parents juifs) et leur conjoint ont été admis dans la police de réserve jusqu'en octobre 1942, et que les « *Mischlinge* du deuxième degré » (un seul grand-parent juif) l'ont été jusqu'en avril 1943³².

Dans ses directives du 23 janvier 1940 concernant l'instruction de base, le Bureau central de l'*Ordnungspolizei* décréta qu'en plus de la préparation physique, de l'usage des armes et des techniques policières, tous les bataillons de l'*Ordnungspolizei* devaient se préoccuper du raffermissement moral et idéologique de leurs membres³³. L'instruction de base comprenait un mois d'*« éducation idéologique »*. Le thème de la première semaine était « La race comme fondement de notre vision du monde », suivi la deuxième semaine par « Maintenir la pureté du sang³⁴ ». Cette période des classes achevée, les officiers des bataillons de police, d'active ou de réserve, devaient assurer la formation militaire et idéologique continue de leurs hommes³⁵. Les officiers étaient requis d'assister à des séminaires d'une semaine, qui comprenaient une heure d'instruction idéologique pour eux-mêmes et une heure de travaux pratiques pour l'instruction idéologique de leurs subordonnés³⁶. Un programme d'études en cinq parties publié en janvier 1941 comprenait les sections suivantes :

« Comprendre la race comme fondement de notre vision du monde », « La question juive en Allemagne » et « Maintenir la pureté du sang allemand³⁷ ».

Des instructions précises définissaient l'esprit et la fréquence de la formation idéologique continue, pour

laquelle la vision du monde national-socialiste devait être la « ligne absolue ». Chaque jour, ou au moins un jour sur deux, les hommes devaient être informés des événements courants et de la manière correcte de les comprendre en une perspective idéologique. Chaque semaine, les officiers devaient organiser des réunions de trente à quarante-cinq minutes, au cours desquelles ils prononçaient une brève conférence ou lisaient un extrait édifiant de livres recommandés ou de brochures SS spécialement conçues à cet effet. Les officiers devaient choisir un thème — loyauté, camaraderie, esprit d'offensive — à travers lequel les objectifs éducatifs du national-socialisme pouvaient être clairement exprimés. Des réunions mensuelles, dirigées par des officiers ou des responsables de l'éducation des SS ou du Parti, devaient être consacrées aux thèmes les plus importants.³⁸

Les officiers du 101^e bataillon de réserve de la police obéissaient manifestement à ces directives. En décembre 1942, les capitaines Hoffmann et Wohlauf et le lieutenant Gnade furent cités pour leurs activités « dans le domaine de la formation idéologique et du soin apporté aux soldats ». Chacun fut récompensé par un livre, qu'il reçut de la main de son commandant³⁹. Quelles que fussent les intentions de Himmler cependant, à considérer le matériel utilisé pour endoctriner le 101^e bataillon de réserve de la police, on se prend à douter que la propagande SS puisse fournir une explication satisfaisante de la façon dont ces hommes sont devenus des tueurs.

Deux sortes de matériel éducatif utilisé dans l'*Ordnungspolizei* sont conservées aux archives de l'Allemagne fédérale (*Bundesarchiv*) de Coblenze. La première consiste en deux séries de circulaires hebdomadaires, publiées par le département pour l'« éducation idéologique » de l'*Ord-*

nungspolizei entre 1940 et 1944⁴⁰. Quelques uns des principaux articles ont été rédigés par des lumières idéologiques notoires, tels Joseph Goebbels, Alfred Rosenberg (le ministre d'Hitler pour la Russie occupée) et Walter Gross (le chef du Bureau de la politique raciale du Parti). La perspective raciste générale était, bien entendu, omniprésente. Pourtant, en quelque deux cents numéros en tout, relativement peu d'espace est consacré explicitement à l'antisémitisme et à la question juive. Un numéro, « Judéité et criminalité », exceptionnellement indigeste même pour cette indigeste littérature, conclut que les traits de caractère juifs — manque de modération, vanité, curiosité, déni de réalité, manque d'àme, stupidité, méchanceté et brutalité — sont ceux-là mêmes qui font le « parfait criminel⁴¹ ». Une telle prose pouvait endormir le lecteur ; elle n'en faisait certainement pas un tueur.

Le seul article entièrement consacré à la question juive, en décembre 1941, est intitulé « Un objectif de cette guerre : une Europe libre de Juifs. » « Le mot du Führer, proclame l'auteur, selon lequel une nouvelle guerre voulue par les Juifs ne s'achèverait point sur l'affondrement de l'Allemagne antisémite, mais bien par la fin des Juifs, est en train de devenir réalité [...] La solution définitive du problème juif, à savoir non seulement les priver de tout pouvoir, mais véritablement extirper cette race parasite de la famille des peuples européens », cette solution définitive est imminent. « Ce qui semblait impossible voici deux ans est en train de s'accomplir pas à pas : à la fin de cette guerre, il y aura une Europe libre de Juifs⁴². »

Bien sûr, rappeler la prophétie d'Hitler et invoquer son autorité dans le contexte d'une « Europe libre de Juifs » à venir n'était pas réservé à la littérature de propagande SS. Bien au contraire, ce même message circulait largement

parmi le grand public. Que l'on n'ait pas sérieusement cherché à utiliser ce matériel de propagande pour « laver le cerveau » des policiers de réserve afin d'en faire des meurtriers en masse, on le voit aussi dans un autre article, publié le 20 septembre 1942 — le seul des deux séries de textes entièrement consacré à la police de réserve. Loin de les inciter à se muer en inhumains surhommes capables d'accomplir de grandes choses, cet article admet que les policiers de réserve ne font rien de bien remarquable. Afin de remonter leur moral, probablement menacé surtout par l'ennui, il assure les « réservistes plus âgés » que, pour insipides que leurs tâches puissent paraître, dans une guerre totale « chacun est important⁴³ ». A ce moment, les « réservistes plus âgés » du 101^e bataillon de réserve de la police ont déjà mené à bien les fusillades en masse de Jozefow et Lomazy, ainsi que les premières déportations de Parczew et Miedzyzec. Et ils se trouvent à la veille d'un formidable assaut meurtrier qui va ravager six semaines durant les ghettos du nord du district de Lublin. Il est peu probable qu'aucun d'entre eux ait pu trouver cet article particulièrement pertinent, encore moins enthousiasmant. Une série de brochures spéciales (quatre à six livraisons par an) « pour l'éducation idéologique de l'*Ordnungspolizei* » constitue un second ensemble de manuels d'endoctrinement. En 1941, un numéro couvrait « La communauté de sang des peuples allemands » et « Le grand Empire allemand⁴⁴ ». 1942, voit la parution d'un numéro intitulé « L'Allemagne réorganise l'Europe » et d'un « numéro spécial » sur l'homme SS et la question du sang⁴⁵. En 1943, un numéro épais est consacré à « La politique de la race⁴⁶ ». À partir du numéro spécial de 1942 sur la question du sang, mais surtout dans la livraison de l'année suivante sur « La politique de la race », la doctrine raciale et

la question juive sont traitées de manière détaillée et systématique. Le « peuple allemand » (*Volk*) ou la « communauté de sang » (*Blutgemeinschaft*) sont compris comme un mélange de six races européennes étroitement apparentées, la plus importante (50 à 60 %) étant la race nordique. Façonnée par le sévère climat septentrional qui élimine impitoyablement les éléments faibles, la race nordique est supérieure à toutes les autres, comme on peut le constater par les exploits culturels et militaires allemands. Or le *Volk* est confronté à une permanente lutte de survie. Ce combat est une loi de nature, qui veut que « tous les faibles et inférieurs soient détruits », « seuls les forts et les puissants étant aptes à la reproduction ». Afin de gagner ce combat, le *Volk* doit faire deux choses : conquérir l'espace vital nécessaire à une population en expansion ; et préserver la pureté du sang germanique. Le sort des peuples qui ne se sont pas souciés de croître et de préserver leur pureté raciale est illustré par les exemples de Sparte et de Rome.

La principale menace à une conscience saine de la nécessité absolue d'expansion territoriale et de pureté raciale provient des doctrines qui propagent l'idée de l'égalité fondamentale du genre humain. La première de ces doctrines a été le christianisme, répandu par le Juif Paul. La deuxième a été le libéralisme, surgii de la Révolution française — « le soulèvement des racialement inférieurs » —, laquelle fut provoquée par les francs-maçons dominés par les Juifs. La troisième et la plus dangereuse est le marxisme-bolchevisme, inventé par le Juif Karl Marx.

« Les Juifs sont un mélange racial qui, contrairement aux autres peuples et races, préserve son caractère essentiel grâce surtout à son instinct parasitaire. » Sans trop se soucier de consistence logique, la brochure affirme ensuite

que le Juif conserve sa propre race pure tout en portant atteinte à la race hôte par le mélange des sangs. Il n'est pas de coexistence concevable entre un peuple conscient de sa race et les Juifs. Seule la lutte est possible — un combat qui ne sera gagné que lorsque « le dernier Juif aura quitté notre part de cette terre ». La guerre présente étant précisément un combat de ce type, c'est elle qui décidera du sort de l'Europe : « Avec la destruction des Juifs », la dernière menace d'effondrement européen disparaîtra.

Dans quel dessein ces brochures étaient-elles écrites ? Quelles conclusions le lecteur était-il censé tirer de la lecture de ces dogmes fondamentaux de la pensée raciale national-socialiste ? Ni « La question du sang » ni « La politique de la race » ne s'achèvent sur un appel à l'élimination de l'ennemi racial. Ils exhortent plutôt leurs lecteurs à donner naissance à davantage d'Allemands. La bataille raciale est pour une part une bataille démographique déterminée par les lois de la « fertilité » et de la « sélection ». La guerre est une « pure contreélection », car non seulement ce sont les meilleurs qui tombent au champ d'honneur, mais ils le font avant d'avoir eu des enfants. « La victoire des armes » exige une « victoire des enfants ». Comme les SS représentent une sélection des éléments nordiques prédominants au sein du peuple allemand, l'homme SS a l'obligation de se marier jeune, de choisir une épouse jeune, fertile et racialement pure, et d'avoir beaucoup d'enfants.

Pour évaluer l'endoctrinement des policiers de réserve au moyen de brochures de ce genre, il faut avoir à l'esprit un certain nombre de facteurs. D'abord, la brochure la plus complète n'est pas disponible avant 1943, après que la zone de sécurité du 101^e bataillon de réserve de la police

dans le district de Lublin est déjà virtuellement « libre de Juifs ». Elle paraît donc trop tard pour jouer un rôle dans la préparation des esprits au meurtre de masse.

Deuxièmement, la brochure de 1942, qui a manifestement pour objet les obligations familiales des jeunes SS, est donc tout à fait hors de propos pour le réserviste d'âge mûr, qui a fait depuis longtemps le choix d'une épouse et du nombre d'enfants qu'il souhaitait mettre au monde. Ainsi, bien que disponible, ce texte pouvait difficilement servir comme base de discussion lors des réunions d'endocrinement hebdomadaires ou mensuelles du bataillon.

Troisièmement, l'âge affectait la perméabilité des hommes à l'endoctrinement encore d'une autre manière. Beaucoup de criminels nazis étaient de très jeunes hommes, élevés dans un monde où les valeurs nazies étaient les seules « normes éthiques » qu'ils connaissaient. On peut dire que ces jeunes, formés uniquement sous la dictature nazie, ne connaissaient simplement rien de mieux. Tuer des Juifs n'entrant pas en conflit avec le système de valeurs dans lequel ils ont grandi ; avec eux, l'endoctrinement était bien plus facile. Quels que soient les mérites de cet argument, il ne concerne évidemment pas le gros du 101^e bataillon de réserve de la police. Ces policiers, des hommes d'âge mûr pour la plupart, avaient été formés avant l'avènement d'Hitler au pouvoir. Beaucoup venaient d'un milieu social relativement imperméable aux idéaux du national-socialisme et étaient parfaitement au courant des normes morales de la société allemande d'avant le nazisme. Ils étaient donc en mesure de juger en connaissance de cause la politique qu'on leur demandait de mettre en œuvre.

Quatrièmement, les opuscules idéologiques comme ceux qui étaient préparés pour l'*Ordnungspolizei* reflétaient certainement l'air du temps, l'atmosphère générale dans

laquelle les policiers de réserve étaient formés, ainsi que la culture politique dans laquelle ils ont vécu toute une décennie durant. Comme le dit, avec un formidable sens de la litote, le lieutenant Drucker : « Sous l'influence de l'air du temps, mon attitude envers les Juifs était marquée d'une certaine aversion. » Assénés de manière constante, omniprésente, implacable, le dénigrement du Juif et l'exploitation raciale du Germain ont dû façonneur l'attitude générale des masses allemandes, y compris, bien sûr, les réservistes de la police.

Enfin, si le matériel de propagande insistait sur la nécessité d'une Europe *judentfrei* et cherchait à assurer à cet objectif soutien et sympathie, il ne préconisait pas explicitement la participation directe de tout un chacun à la réalisation de cet objectif par la mise à mort des Juifs. Ce point vaut la peine d'être mentionné, car plusieurs directives de l'*Ordnungspolizei* concernant la guerre des partisans affirmaient franchement que chaque individu devrait être assez dur pour tuer les partisans, et, plus important encore, les « suspects » :

La lutte des partisans est la lutte pour le bolchevisme, ce n'est pas un mouvement du peuple... L'ennemi doit être totalement détruit. Décider à chaque instant de la vie et de la mort des partisans et des suspects est difficile même pour le soldat le plus endurci. Mais il faut le faire. Celui-là agit correctement qui, faisant taire ses sentiments personnels, agit brutalement et sans merci⁴⁷.

Or, dans tout le matériel d'endoctrinement de l'*Ordnungspolizei* parvenu jusqu'à nous, on ne trouve aucune directive de ce genre pour préparer les policiers à tuer de sang-froid des femmes et des enfants juifs. Bien sûr, de nombreux Juifs ont été assassinés en Russie, avec d'autres

« suspects », pendant les opérations antipartisans. Mais dans les territoires polonais où était stationné en 1942 le 101^e bataillon de réserve de la police, tuer des suspects et tuer des Juifs relevait de deux opérations distinctes. Au moins pour cette unité, la mise à mort des Juifs ne saurait s'expliquer par les exhortations brutales à tuer partisans et « suspects ».

Une autre comparaison semble pertinente ici. Avant l'entrée des *Einsatzgruppen* en territoire soviétique, on leur fit subir une période d'entraînement de deux mois. Leur formation comprenait des « causeries » de divers maîtres à penser SS, qui les préparaient à l'imminente « guerre de destruction ». Quatre jours avant l'invasion, les officiers furent rappelés à Berlin pour une rencontre intime avec Reinhard Heydrich en personne. Bref, un effort considérable a été consenti afin de préparer ces hommes au meurtre en masse qu'ils allaient perpétrer. Même les membres des bataillons de police qui ont suivi les *Einsatzgruppen* en Russie à l'été 1941 ont été quelque peu préparés à ce qui les attendait. On les mit au courant des directives secrètes concernant l'exécution des communistes capturés (la « circulaire des commissaires ») et le traitement de la population civile. Certains chefs de bataillon ont harangué leurs troupes, comme le firent par ailleurs Daluege et Himmler lors de leur tournée. Tel ne fut pas le cas du 101^e bataillon de réserve de la police : rien n'avait été fait pour préparer officiers et hommes du rang à la sanglante mission qui les attendait.

Résumons. Les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police, comme l'ensemble de la société allemande, baignaient dans un flot épais de propagande raciste et antisémite. De plus, l'*Ordnungs-polizei* assurait l'endoctrinement de ses membres, lors des classes comme en

formation continue, au sein de chaque unité. Un tel effort soutenu d'endoctrinement massif a dû produire un effet considérable sur les esprits. Des notions générales, comme la supériorité raciale des Germains et une « certaine aversion » à l'égard des Juifs, s'en sont trouvées renforcées. Toutefois une partie significative du matériel éducatif ne s'adressait visiblement pas à ces réservistes plutôt âgés, parfois même n'avait rien à faire avec eux. Par ailleurs les textes spécifiquement destinés à faire de ces hommes des policiers endurcis, capables de tuer des Juifs, brillent par leur absence dans la documentation dont nous disposons. Enfin il faudrait croire dur comme fer dans les vertus manipulatrices de l'endoctrinement pour s'imaginer que ces brochures pouvaient enlever aux hommes du 101^e bataillon de réserve de la police toute aptitude à penser par eux-mêmes. Influencés, conditionnés, imbus de leur propre supériorité de race autant que persuadés de l'infériorité et de la radicale altérité des Juifs, beaucoup d'entre eux l'étaient, sans aucun doute ; préparés à tuer des Juifs, ils ne l'étaient certainement pas.

Outre l'endoctrinement idéologique, il faut prendre en compte un autre facteur, capital, que l'expérience de Milgram n'a fait qu'effleurer : le conformisme de groupe. L'ordre de tuer des Juifs intéressait le bataillon en général, non chacun de ses membres en particulier. Pourtant, 80 à 90 pour cent des policiers ont tué, bien que presque tous aient été, au moins au début, horrifiés et écoeurés par ce qu'ils faisaient. Rompre les rangs, faire un pas en avant, adopter un comportement non conformiste était tout simplement au-dessus de leurs forces. Ils trouvaient plus facile de tirer.

Pourquoi ? Avant tout parce que rompre les rangs signifiait laisser le « sale boulot » aux camarades. Puisque

le bataillon devait tirer même si l'individu ne le faisait pas, refuser de tirer revenait à ne pas prendre sa part dans une pénible obligation collective. C'était commettre une action associative à l'égard de ses propres camarades. Ceux qui ne tiraient pas risquaient l'isolement, le rejet, l'ostracisme — une perspective très inconfortable dans le cadre d'une unité étroitement solidaire, stationnée à l'étranger au sein d'une population hostile. Où aller chercher ailleurs soutien et contact humain ?

L'isolement menaçait le récalcitrant d'autant plus que rompre les rangs pouvait passer aussi pour une forme de reproche moral : il s'affirmait en somme comme « trop bon » pour faire ce genre de choses. La plupart de ceux qui n'ont pas tiré, quoique pas tous, ont donc intuitivement cherché à occulter la critique qui impliquait leur refus. Ils se disaient non « trop bons », mais plutôt « trop faibles » pour tuer.

Cette attitude ne mettait pas en cause le comportement des autres, ne portait pas atteinte à leur honneur ; bien au contraire, elle légitimait et encourageait la « dureté », tenue pour une qualité supérieure. Pour l'individu angoissé, elle présentait aussi l'avantage de ne pas s'attaquer à la politique monstrueuse du régime. Mais elle posait un autre problème, puisque la différence entre « faiblesse » et « lâcheté » n'était pas bien grande. D'où la distinction faite par ce policier qui n'a pas osé sortir des rangs à Jozefow par peur de passer pour lâche, mais qui plus tard a quitté son peloton d'exécution. Une chose était de se montrer lâche au point de ne même pas essayer de tuer, une autre d'être trop faible pour continuer non sans avoir résolument tenté de faire son devoir.⁴⁸

Insidieusement donc, la plupart de ceux qui n'ont pas tiré n'ont fait que réaffirmer les valeurs « machistes » de

la majorité, selon lesquelles c'était une qualité que d'être assez « dur » pour tuer des civils non armés, des femmes et des enfants. Ils ont essayé de toutes leurs forces de ne pas rompre les liens de camaraderie qui constituaient leur monde social. Confrontés aux contradictions nées du heurt entre les exigences de leur conscience et les normes du bataillon, ils ont tenté nombre de compromis tortueux : ne pas fusiller sur place les enfants en bas âge, mais les emmener plutôt au point de rassemblement ; ne pas tirer pendant les patrouilles si aucun policier zélé n'était là pour rapporter ce genre de délicatesse ; amener les Juifs au lieu du supplice et tirer, mais les manquer intentionnellement. Seuls les êtres d'exception sont restés indifférents au mépris qui frappait les « faiblards ». Seuls les êtres d'exception ont pu vivre avec le sentiment de ne pas être considérés comme des « hommes »⁴⁹.

Ici nous retrouvons les effets mutuellement pervers de la guerre et du racisme observés par John Dower, auxquels sont venus s'ajouter les effets insidieux de la propagande et de l'endoctrinement. Le racisme omniprésent, l'exclusion des victimes de tout ce qu'elles pouvaient avoir en commun avec les bourreaux, rendraient plus facile pour la majorité des policiers le fait de se conformer aux normes de leur communauté immédiate (le bataillon) et de leur société en général (l'Allemagne nazie). Ici, des années de propagande antisémite (et, avant la dictature nazie, des décennies de nationalisme allemand agressif) ont rejoint les effets polarisants de la guerre. La dichotomie Allemands racialement supérieurs/Juifs racialement inférieurs, centrale dans l'idéologie nazie, pouvait aisément se fondre avec l'image d'une Allemagne assiégée par des ennemis puissants. Il est douteux que la plupart des policiers aient compris ou adopté les aspects théoriques de l'idéologie nazie, tels qu'ils

étaient présentés dans les brochures d'endoctrinement des SS ; mais il est tout aussi douteux qu'ils aient échappé à « l'influence de l'air du temps » (pour reprendre une fois de plus le mot du lieutenant Drucker), à l'incessante proclamation de la supériorité allemande, à l'incitation au mépris et à la haine de l'ennemi juif. Rien n'a aidé autant les nazis à faire une guerre raciale que la guerre elle-même. En temps de guerre, lorsqu'il est de toute manière normal d'exclure l'ennemi de la communauté d'obligations humaines, il était aussi facile d'inclure les Juifs dans le *Feinbild*, l'*« image de l'ennemi »*.

Dans son dernier livre *Naufragés et rescapés*, Primo Levi a inséré un essai intitulé « La zone grise », peut-être sa réflexion sur le génocide nazi la plus profonde et la plus profondément troublante⁵⁰. Il y soutient que, malgré notre aspiration naturelle aux distinctions nettes, l'histoire des camps « ne saurait se réduire à deux blocs de victimes et de persécuteurs ». « Il est naïf, absurde et historiquement faux, avance-t-il avec passion, de croire qu'un système infernal comme le national-socialisme sanctifie ses victimes ; bien au contraire, il les fait ressembler à lui-même. » Le temps est venu d'examiner les habitants de cette « zone grise » qui s'étale entre les images manichéennes du bourreau et de la victime. Levi a concentré son attention sur la « zone grise de la *protekcyja* [corruption] et de la collaboration », florissantes dans les camps participant de catégories de victimes : depuis la « faune pittoresque » des petits fonctionnaires qui cultivaient les minuscules avantages qu'ils avaient sur les autres prisonniers ; en passant par le réseau, réellement privilégié, des *Kapos*, libres de « commettre les pires atrocités » selon leur fantaisie ; jusqu'au sort terrible des *Sonderkommandos*, qui prolongeaient leur vie en servant les chambres à

gaz et les fours crématoires. (Concevoir et organiser les Sondekommandos, c'était là, dans l'esprit de Levi, le « crime le plus démoniaque » des nazis.)

Tout en explorant surtout l'éventail des comportements des victimes à l'intérieur de la zone grise, Levi a osé suggérer que cette zone englobait aussi les tueurs. Même le SS Muhsfeld, de Birkenau — dont la « ration quotidienne de carnage était garnie d'actes arbitraires et capricieux, marquée de ses inventions de cruauté » —, n'était pas un « monolith ». Confronté à la survie miraculeuse d'une fille de seize ans découverte pendant l'évacuation des chambres à gaz, Muhsfeld, déconcerté, a hésité un bref instant. Il a fini par ordonner la mise à mort de la fille, mais est parti rapidement, avant que son ordre ne fût exécuté. Un « instant de pitié » n'était certes pas suffisant pour « absoudre » Muhsfeld, qui a bien mérité la corde en 1947. Et pourtant, cet instant-là « le place lui aussi, encore qu'à son extrême limite, à l'intérieur de la bande grise, cette zone d'ambiguité engendrée par les régimes fondés sur la terreur et l'obséquiosité ».

Cette notion d'une zone grise englobant bourreaux et victimes doit être maniée avec beaucoup de prudence. Dans cette zone grise, bourreaux et victimes n'étaient pas des images en miroir. Les bourreaux ne sont pas devenus des victimes (comme beaucoup parmi eux l'ont prétendu plus tard) de la même façon que certaines victimes sont devenues complices des bourreaux. La relation entre bourreau et victime n'était pas symétrique. L'éventail des choix de l'un n'avait rien de commun avec celui de l'autre.

Il n'empêche, le 101^e bataillon de réserve de la police n'est pas étranger à la zone grise de Levi. Le bataillon a eu son lot de policiers qui se sont approchés tout près de l'« extrême limite » de la zone grise. Le lieutenant Gnade

vient à l'esprit — Gnade qui, à Minsk, a précipité le retour de ses hommes pour éviter d'être mêlé à la tuerie, avant d'apprendre à en jouir. Et, avec lui, beaucoup de réservistes qui ont été horrifiés par ce qu'ils ont fait dans les bois de Jozefow, mais ont fini par se porter volontaires pour tant de pelotons d'exécution et de « chasses aux Juifs ». Eux, comme Muhsfeld, semblent avoir connu ce bref « instant de pitié », insuffisant pour les absoudre. A l'autre limite de la zone grise, même le lieutenant Buchmann, le censeur le plus remarquable des actions sanglantes du bataillon, a vacillé au moins une fois. Privé de son protecteur, le commandant Trapp, et exposé aux ordres de la police de sécurité de Lukow, lui aussi a mené ses hommes aux champs de mort, juste avant son rappel à Hambourg. Et, au beau milieu de la zone grise des bourreaux, se dressent la figure pathétique de Trapp lui-même, qui a envoyé ses hommes égorger des Juifs « en pleurant comme un enfant », et le malheureux capitaine Hoffmann, dont le corps s'est rebellé contre les exploits effroyables que son cerveau voulait lui imposer.

Le comportement d'un être humain est, bien entendu, un phénomène extraordinairement complexe, et l'historien qui essaie de l'« expliquer » cède à une certaine arrogance. Lorsqu'on a affaire à près de 500 individus, tenter une explication générale de leur comportement collectif est encore plus hasardeux. Que conclure alors ? D'abord, qu'en émerge de l'histoire du 101^e bataillon de réserve avec un grand malaise. Cette histoire d'hommes ordinaires n'est pas l'histoire de tous les hommes. Les réservistes ont affronté des choix, et la plupart d'entre eux ont commis d'horribles méfaits. Mais ceux qui ont tué ne sauraient être absous sous prétexte que n'importe qui à leur place aurait fait ce qu'ils ont fait. Car même parmi eux quelques-

uns ont refusé de tuer, et d'autres ont cessé de tuer. La responsabilité humaine est en définitive du domaine de l'individu.

En même temps, le comportement collectif du 101^e bataillon de réserve a des implications profondément troublantes. Plus d'une société est prisonnière de traditions racistes, et se plaint dans la mentalité d'assiégé qu'en-gendre la guerre ou la menace de guerre. Partout la société conditionne ses membres à respecter l'autorité et à lui obéir — et de fait, comment fonctionnerait-elle autrement ? Partout les gens souhaitent faire carrière. Dans toute société moderne, la complexité de la vie, la bureaucratisation et la spécialisation qui en résultent atténuent le sens de la responsabilité personnelle de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre la politique des gouvernements. Au sein de tout collectif, le groupe des pairs exerce de formidables pressions sur le comportement de l'individu, et lui impose des normes éthiques. Alors, si les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police ont pu devenir des tueurs, quel groupe humain ne le pourrait pas ?

APPENDICES

TABLEAU 1

Nombre de Juifs fusillés par le 101^e bataillon de réserve de la police

Localité	Mois-Année	Juifs fusillés (estimation minimale)
Jozefow	7-42	1 500
Lomazy	8-42	1 700
Miedzyrzec	8-42	960
Serokomla	9-42	200
Kock	9-42	200
Parczew	10-42	100
Konskowola	10-42	1 100
Miedzyrzec	10-42	150
Lukow	11-42	290
Lublin (district de) (rafles diverses)	depuis 7-42	300
Lublin (district de) (« chasse aux Juifs »)	depuis 10-42	1 000
Majdanek	11-43	16 500
Poniatowa	11-43	14 000
TOTAL		38 000